

# LE 2<sup>e</sup> CONGRÈS DU P. S. U.

Au début de novembre se tiendra le deuxième congrès du P.S.U., fondé par la fusion de plusieurs groupements (P.S.A., U.G.S., etc.). Comme nous l'avons écrit à plusieurs reprises dans notre journal, ce parti trouve une justification temporaire de son existence en premier lieu dans les politiques suivies par les deux formations traditionnelles du mouvement ouvrier français, le P.C.F. et le P.S. Ce sont les directions de Guy Mollet et de Thorez qui font qu'il existe en France une assez large couche de personnes qui veulent militer pour la cause du socialisme mais se trouvant dans l'incapacité de le faire dans ces deux partis. Après plusieurs tentatives manquées depuis le début de la « guerre froide », elles ont trouvé dans le P.S.U. un point de convergence pour des tendances hétéroclites tirant souvent en sens contraire.

Du congrès de fondation à celui qui va se tenir dans les prochains jours, le nombre des tendances n'a guère diminué. A lire les motions présentées, on sourit quand certaines déplorent le grand nombre de tendances qui, paraît-il, encouragerait les combinaisons lors de l'élection des organismes dirigeants. La réalité est exactement le contraire : c'est l'existence de manœuvres à la manière social-démocrate qui incite précisément à une profusion de textes préjudiciables à bien des marchandages. Ceci étant donné, il n'en reste pas moins que les motions et tendances qui s'affrontent correspondent *grosso modo* à des courants effectifs qui se trouvent regroupés au sein du P.S.U.

Sur la droite, est présentée une résolution signée entre autre par Verdier, Savary, qui soutiendraient les mendésistes. C'est un texte qui aurait trouvé sa place à la droite ou au centre du P.S. d'avant la deuxième guerre mondiale. Son contenu, réformiste à souhait, est sans intérêt aucun.

En centre, la majorité de la direction présente un texte intitulé « Pour le Front socialiste, pour la clarification politique », signé entre autres par Depreux, Martinet, S. Mallet. Il s'agit d'un *socialisme new look* qui, comme ce fut toujours le cas, retrouve de vieux clichés révisionnistes. Lisons plutôt :

« ...Nous devons attacher la plus grande importance à notre recrutement parmi les « couches nouvelles », c'est-à-dire parmi ces éléments neufs qui à partir de leur situation concrète dans la vie économique, sont amenés à entrer de plus en plus en conflit avec le capitalisme. Jeunes, agriculteurs, techniciens et intellectuels intégrés dans l'appareil de production, cadres et agents de « services » de plus en plus socialisés, etc. apparaissent désormais ouverts à une prise de conscience socialiste fondée davantage sur la constatation de l'incohérence du système économique que sur celle de l'inégalité de la distribution des richesses sociales. Pour les amener à notre conception d'un parti socialiste qui dépasse la notion étroite du parti ouvrier traditionnel... »

En ces mots se trouve indiquée la base sociale sur laquelle les auteurs de cette motion veulent créer un « courant politique nouveau... au-delà de l'opposition historique entre le bolchevisme et le social-démocratie », à savoir les nouvelles classes moyennes. Un parti ouvrier révolutionnaire doit s'intéresser à ces couches qui peuvent être plus sensibles aux idées socialistes que les anciennes classes moyennes, mais qui peuvent être tout aussi attirées par des idéologies fascisantes. Il faut s'adresser aussi à ces couches sur la base rigoureuse du marxisme révolutionnaire et non sur la base de systèmes inconnus. Nos auteurs ont été incapables de formuler la moindre doctrine de ce courant politique nouveau dépassant la social-démocratie et le bolchevisme. Quand on lit leur « plateforme doctrinale » on trouve un catalogue de positions réformistes que signeraient bien volontiers nombre de membres du P.S. ou nombre de syndicalistes de « Force ouvrière ». Rien ne caractérise mieux leur orientation que ces mots :

« Il serait dans ces conditions dérisoire de centrer notre lutte pour le pouvoir dans la seule direction du gouvernement et du Parlement. La lutte pour le contrôle, puis la prise en charge du pouvoir politique, passe aussi par la lutte pour la contestation et le contrôle à tous les échelons de ces nouveaux centres de décision économique-politiques : conseils économiques, comités d'expansion, sociétés nationalisées et d'économie mixte, organismes de financement et de productivité, etc. » (souligné par les auteurs).

C'est en avançant un raisonnement de même type que Jouhaux devint régent de la Banque de France, organisme de financement s'il en fut. L'entrée dans l'appareil économique étatique ou paraétatique n'a jamais conduit un parti à la conquête du pouvoir, mais bien plutôt à la conquête du parti par l'appareil d'Etat. Rassurons-nous cependant : personne ne donnera au P.S.U. l'occasion d'une telle mésaventure...

Il y a dans ce texte quelques phrases réjouissantes qui visent soit notre organisation soit d'autres formations d'avant-garde qui sont restées fidèles aux principes fondamentaux du communisme :

« L'idéologie du gauchisme est avant tout une idéologie « passiste ». Il s'agit de préconiser, face aux déviations soviétiques et à l'opportunisme des partis communistes, un retour aux thèmes de la Révolution d'Octobre, c'est-à-dire à des thèmes qui ne correspondent pas à la situation française ni d'ailleurs aux problèmes actuels de la société soviétique... »

Les thèmes d'Octobre, les thèmes de la situation française d'aujourd'hui, etc. Nos auteurs sont à la recherche d'une « plateforme doctrinale » constituée par des « thèmes » temporaires. C'est là une autre manifestation de leur fond opportuniste : faire un parti qui, dans son programme, intègre les leçons de toute l'histoire du mouvement ouvrier, y compris les leçons d'Octobre, c'est du « passisme ». Vite un parti qui a pour « thème » la lutte pour la « contestation » des sociétés nationalisées et autres postes dans l'Etat bourgeois !

La gauche se trouve partagée entre deux motions, l'une dite texte C, signée Craipeau, Bridier, Tanguy-Prigent, etc., et l'autre (texte E) signée par la « tendance socialiste révolutionnaire ». Il va de soi que nous ne les jugeons pas ici sur ce qui les sépare du trotskysme, mais sur leurs positions au sein du P.S.U. C'est dans les travaux du Congrès que l'on verra mieux que par les textes ce qui sépare ces deux groupements, car par le contenu des motions on peut relever des différences dans la façon de considérer les problèmes plutôt que des divergences fondamentales. Les deux textes combattent les conceptions de la motion Depreux-Martinet en direction des nouvelles classes moyennes, et insistent pour que le parti s'oriente en premier lieu en direction de la classe ouvrière. On ne s'explique alors pas pourquoi le texte C s'en prend aux « traditions doctrinaires vieillies » et se félicite que le P.S.U. n'ait pas de « filiation privilégiée ». Qu'en raison des éléments constitutifs de ce parti, et de son caractère hétéroclite, les auteurs du texte avancent prudemment en la matière, cela pourrait se concevoir car de nombreuses évolutions personnelles sont possibles et inévitables. Mais aucune formation ne peut, à plus ou moins longue échéance, renier toute filiation dans le passé au mouvement ouvrier ni parler de « traditions doctrinaires vieillies » sans dire lesquelles et pourquoi. Une gauche n'a rien à gagner à faire un pas en direction des « théoriciens » de la tendance Depreux-Martinet dans le sens du mépris des acquisitions théoriques du mouvement ouvrier.

Sur les questions de l'Etat, du gaullisme et des revendications, le texte E est plus net que le texte C qui ne lie le régime bonapartiste qu'aux nécessités de la guerre d'Algérie et non aux nécessités profondes du capitalisme français, à la concentration qu'il poursuit, à son intégration de plus en plus poussée dans le Marché commun. Par contre, le texte C nous paraît mieux saisir le rôle de *démonstration politique* qu'auraient des initiatives, des actions, sur le mouvement ouvrier en général et ses différents courants.

Au dernier Comité Politique National, on a assisté à des départs d'éléments droitiers, comme Philip. Pour ne pas être entraînée plus à gauche qu'il ne lui convient, la direction a pris une position plus à droite que ce ne fut le cas au précédent congrès. De ce fait, elle a voulu se justifier théoriquement et elle n'en a que mieux montré son fonds foncièrement opportuniste. L'intérêt du prochain congrès résidera d'une part dans ce qu'il fera apparaître du partage des tendances dans le P.S.U., d'autre part dans la cohésion politique et organisationnelle que pourraient atteindre les courants de gauche, car sans être numériquement importants et politiquement décisifs, ils pourraient à l'avenir donner une contribution appréciable à la construction du parti marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière.

# Thorez chez Renault

Grand branle-bas le samedi 29 septembre à la Salle des Fêtes de Boulogne, obliquement prêtée par la municipalité socialiste (molletiste) de la ville. (Une preuve que l'unité progresse, camarades !) La section Renault du P.C.F. recevait « Maurice », visite remise une fois déjà, et dont le motif était le « programme de rénovation démocratique » proposé par les communistes. La précédente visite dans la cité ouvrière du leader du P.C.F. datait de 1947 (de plus en plus rarement, en effet, le dirigeant communiste prend la parole dans les meetings et manifestations, et, dans ce cas, la signification politique de son intervention dépasse largement la portée locale). Il s'agissait là en l'occurrence de « tendre la main » à tous les éventuels partenaires d'une gauche démocratique opposée au pouvoir personnel...

La Salle des Fêtes, un peu désuète, était certes pleine de monde, si l'on excepte les promeneurs, interdits au public. Mais, cette salle ne contenant que 800 à 900 personnes, une évaluation très généreuse peut fixer à un millier le nombre de participants ; le choix de la salle était psychologiquement très bon, car mieux vaut une petite salle bien pleine qu'une grande semblant clairsemée... La propagande avait pourtant été très importante (tracts, numéros spéciaux du journal imprimé de l'usine, appels dans l'« Humanité », etc.). Les militants avaient été conviés, ainsi que les sympathisants, avec leurs familles, que la partie artistique du programme devait allécher... Si l'on ajoute à cela la présence de militants boulonnais dans la salle, on peut conclure que, tout compte fait, le résultat obtenu était modeste, et même qu'un certain nombre de militants communistes de la Régie Renault avaient boudé la réunion.

Première constatation : l'âge « mûr » de la majorité des présents. Peu, très peu de jeunes... L'enthousiasme était... modéré, pour qui a connu les meetings d'antan, surtout avec la participation d'un leader de la personnalité de Thorez. Les seuls applaudissements ayant coupé le discours (suscités du reste par le ton de l'orateur) ont éclaté quand Thorez a évoqué le scandale qu'il y a de voir des généraux allemands commander des divisions françaises !

L'Assemblée se termina par une partie artistique, tout à fait dans le « ton » de l'Assemblée. Tout en n'ayant aucun parti pris contre Joël Holmes, qui est un gentil garçon et un chanteur de charme agréable, ni contre le film — en couleurs — relatant le voyage de Khrouchtchev en France, il faut bien admettre que cette conclusion « bon enfant » aurait pu figurer dans n'importe quelle assemblée populaire... La seule coloration « communiste » fut en définitive la traditionnelle « Internationale », entonnée en chœur. Mais cela aussi ne tient-il pas plutôt du folklore, dans un tel contexte ? Hélas !...

CORRESPONDANT.

# Au Comité central du P.C.F. la vraie politique thorézienne

« Il existe des régions, des localités, des secteurs de notre travail où les défauts sectaires sont particulièrement enracinés. Ainsi lors de la dernière conférence fédérale de la Somme, des attaques sectaires contre la politique du Parti ont pu être ouvertement développées à la tribune. » Rapport de Roland Leroy à la dernière session du Comité Central du P.C.F. dans « l'Humanité » du 5-10.

Le « mal » est profond si l'on en juge par le nombre des Fédérations citées dans le discours.

Il ne faut pas prendre en considération les qualificatifs de sectaire ou d'opportunisme employés par la direction du P.C.F. Nous savons bien qu'« le » intérêt à entretenir la confusion et à tout embrouiller. En l'occurrence il s'agit de la résistance de certains militants responsables au désistement en faveur des socialistes et des « républicains » au second tour des dernières élections sénatoriales.

Parce qu'ils sont résolument pour le Front Unique des travailleurs contre la bourgeoisie, les trotskystes, pour leur part, approuvent généralement les désistements en faveur des socialistes (P.S.U. ou S.F.I.O.), mais non pas le désistement en faveur des candidats d'un parti bourgeois, fût-il le Parti radical.

Il est certain que la politique des dirigeants du P.C.F. a entretenu le sectarisme envers les militants des autres organisations ouvrières, mais ce n'est pas la direction qui peut se permettre de le dénoncer parce que pour elle les désistements ne sont pas un moyen de travailler à l'unité d'action ouvrière mais un procédé pour obtenir le regroupement avec les républicains bourgeois. La perspective du noyau thorézien est éminemment opportuniste et les militants « sectaires » le sentent bien. Ils expriment, pas toujours de façon appropriée certes, les aspirations des militants communistes pour qui c'est avant tout, la mobilisation des masses qui compte et non pas les perspectives parlementaires.

Ces militants sectaires que dénonce Leroy sont de la même trempe que ceux qui ont présenté des objections à la politique de démocratie renouvelée, que ceux qui se sont opposés à l'union avec Daladier et les « patriotes » de droite pour lutter contre la C.E.D., ou à la lettre que Jacques Duclos écrivit en 1952 à USINOR pour proposer la collaboration entre le patron et les ouvriers pour la Défense de la Paix.

Ces « sectaires » représentent des forces saines dans le P.C.F.

R. MERLIN.

Nous publions ci-après un communiqué commun émis par la Commission Paritaire constituée par des représentants du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale et du Comité International qui se constituait à la suite d'une scission en 1953. Au cours des neuf années écoulées, diverses tentatives de réunification avaient échoué. Du communiqué de la Commission, il apparaît que l'on ne peut encore parler avec certitude d'une réunification. Mais la question se présente, pour la première fois depuis la scission, sous un aspect nouveau. Les gigantesques événements qui se sont produits dans les dernières années, notamment le processus de déstalinisation en U.R.S.S. et les révolutions coloniales — tout particulièrement celles de Cuba et d'Algérie — ont eu des répercussions tant au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale que du Comité International. Tandis que la tendance Posadas développe des positions ultra-gauche (que nous avons mentionnées dans notre précédent numéro), que la Socialist Labour League d'Angleterre prend des positions différentes mais également ultra-sectaire envers les révolutions cubaine et algérienne, que le groupe Lambert en France se tait sur son honteux soutien aux messalistes des années durant et ignore la révolution algérienne, la IV<sup>e</sup> Internationale et un certain nombre d'organisations affiliées au Comité International ou sympathisant avec lui comme le S.W.P. des Etats-Unis voient aujourd'hui leurs positions très voisines sinon identiques sur les principaux problèmes posés par la situation mondiale.

Les représentants de la IV<sup>e</sup> Internationale à cette Commission y agiront avec comme objectif la réunification sur la base d'un mouvement trotskyste organisé en Parti mondial fondé sur le centralisme démocratique et suivant une orientation politique qui puisse lier étroitement la IV<sup>e</sup> Internationale aux forces révolutionnaires énormes qui se développent dans le monde, notamment dans les révolutions coloniales, y assurer la progression de nos idées et ainsi préparer les conditions d'un renouveau d'une Internationale communiste à l'échelle des masses.

## COMMUNIQUE

Il s'est tenu une première réunion d'une Commission Paritaire du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale et du Comité International. A la suite de décisions antérieures prises par ces deux organismes, un accord fut atteint sur deux points :

1) l'organisation d'une discussion commune sur les questions litigieuses dans le mouvement trotskyste international, en vue d'exploiter les possibilités de regroupement futur ;

2) le début d'organisation d'actions communes là où cela apparaît possible.

Les deux parties s'accordèrent qu'on pourrait commencer par une campagne commune pour une totale réhabilitation publique en Union Soviétique de Léon Trotsky et de toutes les autres victimes de la terreur de Staline. Un travail commun en défense des révolutions coloniales fut également envisagé. D'autres domaines où pourraient être entreprises des actions unies seront examinés aux réunions qui suivront où sera aussi étudiée la progression de la discussion.

En plus des organisations adhérentes ou sympathisantes au C.E.I. et au C.I., il fut agréé d'inviter les organisations affiliées au B.L.A. (tendance Posadas) à participer à la discussion internationale projetée et aux travaux de la Commission Paritaire.